

LA DIPLOMATIE TURQUE AU MOYEN-ORIENT :

DU SUCCES A L'ECHEC

Ali Kazancigil

Entre 2003 et 2016, la diplomatie moyenne-orientale de la Turquie a connu deux périodes très contrastées : une brillante réussite, de 2003 à 2010 ; suivie d'une période régressive et ambiguë, qui aboutira à un échec total de cette diplomatie, début 2016. Cet échec s'explique essentiellement par une série de décisions et actions inopportunes du gouvernement turc, au sujet de deux questions étroitement liées : la Crise syrienne et la Question kurde. Un autre facteur qui a précipité la politique moyenne-orientale de la Turquie dans l'impasse concerne la politique intérieure : le Président de la République Recep Tayyip Erdogan, de plus en plus autocratique, n'a pas hésité à instrumentaliser cette diplomatie au service de son pouvoir et de ses intérêts politiques à court terme.

Pour bien saisir l'originalité de cette diplomatie moyenne-orientale, il faut se souvenir que la République turque, créée en 1923 et toute entière orientée vers l'Occident, avait résolument tourné le dos à son voisinage sud et sud-est. Pourtant, l'Empire ottoman avait dominé le Moyen-Orient, de l'Egypte à la Péninsule arabique (sauf l'Iran), du début du XVI^e siècle, jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale, en 1918 ; mais le jeune Etat – nation turc voulait se construire à partir d'une rupture radicale avec le passé impérial.

Au sortir de la Deuxième guerre mondiale, les menaces de l'URSS conduisent la Turquie à se placer sous la protection des Etats-Unis, à partir de 1947 dans le cadre de la Doctrine Truman et à devenir membre de l'Otan, en 1952. En Europe, elle est membre fondateur du Conseil de l'Europe, en 1949. En 1963, elle signe un Accord d'Association avec la Communauté économique

européenne ; le processus d'association s'achève en 1996, avec la mise en œuvre d'une Union douanière entre les deux parties. Enfin, en octobre 2005, débutent les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, dont l'issue est pour le moins incertaine.

Pendant les années 1950 – 70, la politique étrangère de la Turquie était strictement sécuritaire et orientée par les priorités de l'Alliance atlantique, surtout celles de Washington. Au Moyen-Orient, la diplomatie turque suivait les objectifs des Etats-Unis, dont le principal était d'entraver la montée en puissance des nationalismes arabes, soutenus par l'URSS : par conséquent, l'image de la Turquie dans les pays arabes n'était pas très positive, d'autant plus qu'elle avait reconnu l'Etat d'Israël, dès sa création, en 1948.

L'émergence d'une puissance moyenne

Avec l'arrivée au pouvoir de Turgut Özal, entre 1983 et 1993, comme Premier ministre et puis Président de la République, la Turquie s'est intéressée plus sérieusement au Moyen-Orient, surtout pour des raisons économiques. En effet, T. Özal a libéralisé et ouvert au monde l'économie turque qui vivait enfermée sur elle-même, protégée par des barrières douanières. Cette ouverture, accompagnée par l'abolition du contrôle des changes et l'établissement de la convertibilité de la livre turque, a dynamisé l'économie turque. Celle-ci est passée du stade de la « substitution aux importations », à celui d'une économie tirée par les exportations, notamment destinées au Moyen-Orient. Au-delà de recherches de marchés pour les exportations turques, T. Özal a aussi établi des relations politiques et diplomatiques avec les pays du Moyen-Orient.

Au cours des deux dernières décennies du XXe siècle, la Turquie qui était, jusqu'aux années 1970, un pays en développement avec une économie périphérique et une politique étrangère sous influence, à l'exception du Conflit chypriote, a progressivement changé d'échelle aux plans stratégique et économique : elle est entrée dans le XXIe siècle en tant que puissance moyenne. Ce statut a été conforté, au début du nouveau siècle, par des progrès

économiques et des évolutions sociales considérables. Dans ce pays, avec une population de 77 millions, le taux de croissance moyen pendant la décennie 2000 a été de 7%, certaines années avec des scores à deux chiffres. L'économie turque s'est hissée au 15^e rang mondial, le pays devenant ainsi membre du G20 ; le PIB par habitant a été multiplié par trois, se situant entre 10.000 et 11.000 dollars ; le taux de pauvreté a été réduit de 30% à 18% ; les classes moyennes sont devenues majoritaires ; le taux d'urbanisation a atteint 75% de la population.

La théorie et la pratique d'une réussite diplomatique : 2003-2010

Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), formation issue d'une scission au sein de l'islam politique turc, mais se présentant comme « démocrate - conservateur », est arrivée au pouvoir, grâce à sa victoire aux élections législatives de novembre 2002. Il a rapidement entrepris la mise en place d'une diplomatie plus émancipée et aut centrée, adaptée au changement d'échelle du pays.

Cette nouvelle diplomatie était pensée et configurée selon un modèle de politique étrangère élaboré par Ahmet Davutoglu, un universitaire spécialiste des relations internationales, dans un ouvrage paru en 2001 : *La profondeur stratégique : La position internationale de la Turquie*. (1) La doctrine de Davutoglu s'appuyait sur quatre piliers :

- «La profondeur stratégique», qui renvoie à l'histoire, la géographie et l'identité musulmane de la Turquie
- «Les cercles concentriques» autour de la Turquie, de plus en plus larges, depuis le voisinage jusqu'au niveau mondial ; les cercles les plus proches du « centre », étant les plus importants.
- «La puissance douce » (*soft power*).
- « Zéro problème avec le voisinage ».

Etant donné la position centrale de la Turquie, sa politique étrangère devait être « multidirectionnelle » et « multidimensionnelle », à la fois régionale et globale .(2)

Au cours de la période ascendante de la diplomatie turque, toutes ces prescriptions d'A. Davutoglu furent mises en œuvre, avec un certain succès, sous la forme d'une diplomatie de conciliation et de médiation, au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique et dans les Balkans. Voici quelques exemples de médiation moyenne-orientale : entre Israël et la Syrie sur la question du Golan ; entre le Hamas et le Fatah, en Palestine ; entre les communautés arabes sunnites et chiites, de même que, en Iraq.

Ankara a poussé loin son zèle de médiateur - conciliateur, jusqu'à intervenir, en 2010, avec le Brésil, dans les négociations entre l'Iran et le Groupe 5+1 (les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne). Cette démarche, pourtant positive, a été rejetée d'une manière que la Turquie et le Brésil ont considérée comme une humiliation, catégorie récemment théorisée par B. Badie, comme une « pathologie » des relations internationales.(3) Il est vrai que l'émancipation et la relative autonomisation de la diplomatie turque avait soulevé des inquiétudes dans les chancelleries occidentales.

Au plan économique, la mise en œuvre de la « puissance douce » évoquait le « doux commerce » des philosophes des Lumières : elle devait s'incarner en une Zone de libre – échanges régionale, autour de la Turquie et au profit de ses exportations.

A. Davutoglu, le concepteur de cette construction diplomatique, est également devenu son exécutant, en tant que Ministre des affaires étrangères ; les médias l'appelèrent le « Kissinger turc ». Toutefois, sa doctrine recelait deux profondes failles, qui devaient jouer un rôle non négligeable dans l'échec de cette diplomatie. La première et la plus grave concernait la Question kurde : Comment un Etat qui était incapable de satisfaire les demandes d'une partie importante de sa population – les Kurdes – et lui faisait la guerre depuis trois décennies, pouvait – il être crédible au sujet des principes et objectifs affichés dans cette doctrine ? La seconde faille, également contradictoire avec ces principes, concernait la référence à l' « identité musulmane » comme un élément de la « profondeur stratégique » de la Turquie ; or, pour être efficace, une diplomatie moderne devait être pensée et conduite selon des critères

séculiers et non identitaires/sectaires.

La géopolitique de l'image

Au cours de sa phase brillante, la diplomatie de la Turquie a eu des effets bien au-delà des cercles politiques et économiques des pays de la région. Leurs sociétés se sont aussi intéressées à ce pays. L'exemple le plus frappant des liens socio-culturels avec les sociétés du Moyen-Orient est l'intérêt exceptionnel que les séries télévisées turques ont suscité auprès de millions de familles arabes. Les images, souvent idéalisées, d'une société turque à la fois moderne, prospère, démocratique et musulmane ont contribué à l'émergence de l'expression du « *Modèle turc* ». Ces séries télévisées, qui ont également conquis les populations dans les Balkans, la Russie et le Maghreb relèvent de ce qu'on peut qualifier de la « géopolitique de l'image ». Dans les pays arabes, 50% des populations souhaitaient que leurs dirigeants ressemblent à R.T. Erdogan. Même avec la Syrie, les relations, historiquement tendues au point d'en arriver presque à une guerre, en 1998, étaient devenues excellentes. En Iran, la société enviait la Turquie, tandis que le régime islamique s'inquiétait de la montée en puissance de la Turquie, dans la région.

Une exception dans ce panorama favorable fut la crise provoquée par l'invasion de Gaza par Israël, fin 2008. Erdogan n'a pas apprécié de n'avoir pas été informé de cette attaque, alors que la Turquie et Israël étaient liés par un partenariat stratégique. Ces tensions se sont transformées en une crise durable, en 2010, à la suite de l'attaque de la marine israélienne contre des bateaux humanitaires venus de plusieurs pays occidentaux et menés par une ONG islamique turque. Lors de cette attaque, neuf humanitaires turcs furent assassinés. Ce n'est qu'en 2015, à la suite des excuses officielles présentées par le premier ministre israélien Netanyahu et le versement d'indemnités aux familles des victimes que ces relations se sont normalisées.

La tournée que R.T. Erdogan, alors premier ministre, a effectué en octobre 2010, au Moyen-Orient et au Maghreb pour vanter les progrès de la Turquie fut un triomphe, mais aussi le chant du cygne du « *modèle turc* ». Une seconde tournée qu'il effectuera dans les mêmes régions, en 2013, sera bien plus terne

que la précédente et même humiliante, le roi du Maroc ayant refusé de le recevoir.

L'échec de la diplomatie moyenne-orientale turque: 2011 – 2016

A partir de 2011, cette diplomatie moyenne-orientale est entrée dans une phase régressive, qui allait la conduire à un échec total. Cet échec s'explique par divers facteurs, les uns se situant dans la politique interne et les autres faisant partie de la politique régionale de la Turquie.

L'AKP remportait sa troisième victoire aux élections législatives de 2011, obtenant encore une fois la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Avec une opposition faible et divisée, ayant réussi l'exploit de mettre fin, en 2007-8, à la tutelle que l'Armée turque exerçait sur les institutions représentatives, depuis le début de la transition démocratique, en 1950, le gouvernement, et son chef charismatique R.T. Erdogan, élu Président de la République en août 2014, n'avaient plus de contre-pouvoirs. L'Etat de droit était très affaibli, la justice placée sous le contrôle du pouvoir exécutif. Désormais, la politique au plan interne et la diplomatie étaient assujetties à l'agenda politique personnel de l'autocrate qui dirigeait le pays.

La gestion calamiteuse de la Question kurde et de la Crise syrienne

Dès les débuts de la Crise syrienne, en 2011, le gouvernement turc s'est trompé dans son appréhension de cet événement.(5) Il a ignoré ses dimensions internationales et déstabilisantes, avec des ramifications bien au – delà de la région. Il a réduit son action dans cette crise à trois de ses dimensions : d'abord, contrer et affaiblir les Kurdes de Syrie ; ensuite, accorder un soutien constant à l'opposition syrienne dite « modérée », qui luttait contre le régime en place ; enfin faire un effort gigantesque pour accueillir sur son territoire des réfugiés syriens fuyant la guerre, dont le nombre s'approchait des 3 millions, début 2016 . Autant sa démarche sur les deuxième et troisième dimensions étaient utiles, autant la première était obsessionnelle, irrationnelle et contraire aux intérêts à long terme de la Turquie.

La Turquie fait partie de la coalition internationale pour la Syrie, menée par les Etats-Unis. Mais très vite elle a pris des initiatives contestables, contre les Kurdes syriens : dès 2011 elle s'est rapprochée de *Daesh* (OEI), pour utiliser les djihadistes contre ces derniers, allant jusqu'à interdire l'utilisation de ses bases militaires le long des frontières iraquienne et syrienne, aux forces aériennes de la coalition qui bombardaient *Daesh*. Il a fallu attendre octobre 2014, pour que ces bases soient ouvertes aux avions de la Coalition et que les forces aériennes turques commencent à bombarder sérieusement les djihadistes. Elle a ouvert ses frontières aux djihadistes, dont plusieurs milliers se sont installées dans le pays. En définitive, ces dérapages l'ont fortement desservis : les Kurdes de Syrie ont fait reculer les djihadistes qui les attaquaient tout près de la frontière turque, notamment à Kobané ; de ce fait, Washington a commencé à se poser des questions sur la fiabilité d'Ankara et soutenir activement le parti des kurdes syriens (PYD) et ses milices (PYG), ce qui confortait ces derniers dans leur objectif de créer une zone kurde autonome tout au long de la frontière turco-syrienne, configuration qu'Ankara voulait contrecarrer.

Fin 2012, Erdogan a pris une décision qui a favorablement impressionné l'opinion publique turque et kurde, de même que les alliés occidentaux de la Turquie : l'ouverture de négociation de paix, entre lui-même et Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, qui lutte contre l'Etat turc, depuis 1984), afin de régler politiquement la « Question kurde ». Dans un premier temps cette décision très personnelle, prise en dehors de toute concertation avec l'Assemblée nationale et les partis d'opposition, a laissé les Turcs et les Kurdes sceptiques. Par la suite, voyant que ces pourparlers continuaient, l'ensemble de la société, avec les Kurdes et les Turcs, a commencé à croire que l'interminable « sale guerre » s'arrêterait enfin et une paix durable serait établie. Au point que le PKK, qui luttait pour l'indépendance de la région kurde, à l'Est de l'Anatolie, a commencé à considérer la solution d'une forte autonomie pour la région kurde, au sein de la République turque.

Malheureusement, même le sort de cette négociation historique, d'une importance vitale pour les deux peuples, était soumis aux aléas de l'agenda politique personnel d'Erdogan. Grâce à ces négociations de paix, celui-ci espérait obtenir les suffrages de la majorité des Kurdes aux futures élections législatives, en 2015, afin de réaliser son rêve : permettre à son parti, l'AKP, d'atteindre à l'Assemblée nationale la majorité qualifiée nécessaire pour l'adoption d'une nouvelle Constitution instaurant un régime présidentiel, dans lequel tous les pouvoirs appartiendraient au Président de la République. Sinon, il fallait passer par un référendum populaire. Mais, tous les sondages montrant l'attachement des électeurs au système parlementaire, l'échec du référendum populaire pour l'adoption de « sa » Constitution paraissait inévitable.

Or, aux élections législatives du 7 juin 2015, l'AKP subissait son premier revers électoral. Il était arrivé en tête, mais avait perdu sa majorité absolue à l'Assemblée nationale. Les tentatives pour former un gouvernement de coalition ayant échoué dans les délais prescrits par la Constitution, de nouvelles législatives devaient se tenir le 1er novembre 2015.

C'est à partir de cet épisode électoral que l'instrumentalisation au service des intérêts politiques domestiques, de la diplomatie moyenne-orientale, concernant notamment la crise syrienne et la question kurde a pris des proportions inquiétantes. La régression de la démocratie allait perturber et désorienter la diplomatie moyenne-orientale de la Turquie.(4)

Le revers électoral de l'AKP était le résultat du succès d'une formation politique kurde, HDP (Parti démocratique des peuples) qui se présentait comme un parti de tous les démocrates turcs, sans tenir compte de leurs origines ethniques. Dans le climat d'apaisement favorisé par les pourparlers de paix, ce parti a obtenu, outre les suffrages des Kurdes, ceux d'une partie des électeurs vivant dans les régions occidentales du pays.

Erdogan a immédiatement mis en œuvre une stratégie de la tension, pour polariser les Turcs et les Kurdes ; HDP a été attaqué et agressé de tous les côtés. Surtout, deux mois après le revers du 7 juin, il a pris, tout seul et sans aucune raison valable, deux décisions catastrophiques pour les Kurdes et le

pays dans son ensemble: la suspension *sine die* des pourparlers de paix avec le chef historique des Kurdes, A. Öcalan et la reprise de la guerre contre le PKK.

Depuis, les forces spéciales turques attaquent et détruisent les villes et massacrent les populations de la région kurde. Etant donné les conditions de la reprise et la conduite de cette guerre pourraient valoir à l'Etat turc l'accusation de « Crimes de guerre » contre sa population.

Entre le scrutin du 7 juin et celui du 1^{er} novembre, les cellules djihadistes présentes en Turquie ont commis trois attentats, à Diyarbakir, la grande ville kurde, à Suruç, sur la frontière turco – syrienne et à Ankara, la capitale du pays. Ils en commettront un quatrième dans le centre historique d'Istanbul, en janvier 2016 ; plus de 200 personnes ont été tuées dans ces attentats.

Dans ce climat de tension et de peur l'AKP, a retrouvé sa majorité absolue, aux élections du 1^{er} novembre 2015. Mais, l'échec de la diplomatie moyen-orientale et de la doctrine de Davutoglu qui la fondait était consommé : la puissance douce, le zéro conflit avec le voisinage, la Turquie comme un « centre », la zone de libre – échange régionale avaient disparu. Tous ces principes et projets étaient des victimes, à la fois des décisions inappropriées du gouvernement turc, mais aussi de l'ordre mondial actuel, apolaire, sans boussole et sans orientation décelable.(6)

Fin 2015, la Turquie était isolée dans un Moyen- Orient en déliquescence, dominé par la Russie et l'Iran; ses seules alliées importantes étaient l'Arabie saoudite, patrie du wahhabisme et du salafisme, les sectes les plus rétrogrades de l'islam, qui sont à l'origine du djihadisme et accessoirement le Qatar. Si les relations d'Ankara avec la Région kurde autonome du Nord de l'Iraq étaient bonnes, celles avec le gouvernement central chiite iraquien, complètement dominé par l'Iran, étaient détestables. Ankara avait déjà pratiqué une diplomatie sectaire, en s'approchant des Frères musulmans qui gouvernaient l'Egypte, de 2011 jusqu'au coup d'Etat militaire de 2013 qui les avait chassés du pouvoir. De ce fait, les relations entre Le Caire et Ankara s'étaient dégradées.

La Turquie a continué ses menaces contre les Kurdes de Syrie fin 2015, affichant son intention d'envoyer l'armée turque contre les milices YPG, qui

investissaient la zone entre Alep et la frontière turque.

Mais, désormais les Kurdes qu'Erdogan voulait réduire à l'impuissance se posent comme un peuple dynamique et fort, soutenu par les Américains et les Russes. Pour la première fois depuis la fin de la Première guerre mondiale, en 1918, ils ont une réelle chance de créer un Etat, sur au moins une partie des territoires sur lesquels ils vivent, qui s'étalent en continuité, de l'Iran à la Méditerranée, en passant par l'Iraq, la Syrie et la Turquie. Pour ce qui est du gouvernement turc, son incapacité à comprendre que la paix avec les Kurdes de Turquie et de Syrie est la voie la plus rationnelle et juste, risque de coûter très cher à la Turquie dans les années qui viennent.

La Turquie face à la Russie, qui se pose en protectrice des Kurdes

En novembre 2014 l'armée turque détruisait un avion russe qui bombardait l'opposition syrienne modérée près de la frontière turque, au motif, confirmé par l'OTAN, de plusieurs violations de l'espace aérien turc, provoquant ainsi la colère du Président Poutine, qui a menacé la Turquie, en déclarant que celle-ci paierait très cher cet affront infligé à la grande Russie. Au-delà des attaques verbales, on a vite compris la vraie nature de la menace: la Russie envisageait de se poser comme la puissance protectrice des Kurdes de Turquie et de leur parti le PKK, de même que des Kurdes de Syrie, dont le parti PYD et ses milices, les PYG sont une branche du PKK. En effet, le PYD a ouvert une Représentation des Kurdes à Moscou. Comme ce parti est une émanation du PKK, les Kurdes turcs étaient automatiquement impliqués dans cette représentation.

Désormais, L'Etat turc risque d'avoir de sérieux problèmes avec le Président de la Russie . Celui - ci accordera sans doute une importante aide militaire au PKK et à PYD, y compris des armements lourds et la formation des combattants kurdes, de même qu'une aide financière conséquente. L'Iran, qui ne rate jamais une occasion d'affaiblir la puissance qui est sa principale rivale historique dans la région se joindrait volontiers à la Russie. Dans ces conditions, Ankara aurait bien des soucis pour éviter la sécession et l'indépendance de la région kurde, à moins de changer de tout au tout son attitude envers les Kurdes.

Un règlement démocratique de la Question kurde est-il encore possible ?

Pour sortir de l'impasse diplomatique et stratégique dans laquelle il s'est enfermé au Moyen-Orient, notamment en Syrie, mais aussi au plan international, face à une Russie désormais hostile, le gouvernement turc devait se concentrer d'urgence toute son attention sur le règlement démocratique et durable du conflit qui oppose l'Armée turque au PKK. et sur l'établissement des relations apaisées et confiantes avec les Kurdes syriens, comme celles qu'il entretient avec la Région kurde autonome, au nord de l'Iraq.

La solution pour y arriver était à portée de main, pendant les négociations entre le leader des Turcs, Erdogan et celui des Kurdes ,Abdullah Öcalan : la création d'une Région kurde disposant d'une large autonomie, dans le Sud-Est du pays, accompagnée d'un changement d'attitude d'Ankara, de l'hostilité à la coopération, dans ses relations avec les Kurdes syriens. Après tout, cela n'aurait pas été une expérience inédite, puisque la Turquie entretient de bonnes relations avec la Région kurde autonome de l'Iraq.

Mais, la reprise brutale de la guerre contre les Kurdes pendant l'été 2015, a anéanti pour longtemps toute perspective de paix entre l'Etat turc et les Kurdes de Turquie et de Syrie.

L'attentat du 17 février 2016 à Ankara, près de l'Assemblée nationale, qui a fait 30 victimes , a été revendiqué par un groupe qui se nomme « les Faucons de la liberté du Kurdistan » , composé de jeunes Kurdes radicalisés ayant quitté le PKK qu'ils considéraient trop modéré. Ces «Faucons kurdes » ont déclaré que désormais le secteur du tourisme en Turquie allait être pour eux une cible prioritaires. Ces circonstances confirment tragiquement le piège dans lequel le gouvernement de l'AKP a entraîné la Turquie, en reprenant la guerre contre le PKK, pendant l'été 2015.

On peut se demander si ce gouvernement, enfermé dans une logique destructrice, réalise que « sa » Question kurde a dépassé les niveaux national et moyen –oriental, pour prendre une dimension internationale, avec

avec l'ingérence de Moscou dans la Question kurde de la Turquie et le soutien de Washington au Kurdes de Syrie.

C'est à l'Etat turc qui a engagé, pendant l'été 2015, une guerre criminelle contre la population kurde de Turquie que rien ne justifiait, qu'incombe la responsabilité de mettre fin aux hostilités et d'entamer un processus de paix avec le PKK. Un objectif réaliste de ce processus serait la création d'une Région kurde, au Sud-Est de la Turquie, avec une large autonomie, y compris la possibilité de coopérer dans les domaines culturels, économiques et sociaux, avec les régions kurdes du Nord de l'Iraq et du Nord de la Syrie. Faut-il encore que les Kurdes de Turquie acceptent encore toutes solutions en de – ça de l'indépendance.

NOTES

(1) Ahmet Davutoglu, *Strategic Depth : The International Position of Turkey*, Istanbul, Küre Yayinlari, 2014 (La version originale, en turc, 2001, publiée par la même maison d'édition).

(2) Jana Jabbour & J.-B. Le Moulec, "Dix ans de politique étrangère turque au Moyen-Orient », in Pierre Berthelot, dir.pub., *Théorie et pratique des relations internationales dans le Moyen-Orient* Ed. du Cygne, 2013,pp. 85-112 ; Ali Kazancigil, « La diplomatie : Les ambitions régionales et internationales d'une puissance moyenne », in A.Kazancigil, *et.al.*, dir.pubs., *La Turquie : d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard,coll.Pluriel,2013.

3) Bertrand Badie, *Le temps des humiliés :Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014 .

4) Jana Jabbour, *Que reste-t-il de la puissance turque au Moyen-Orient ?* ,Paris, Les dossiers du CERI, Mars 2016.

(5) Hamit Bozarslan, « Heurs et malheurs de la politique arabe de la Turquie, in M.Oualdi, *et.al.*, dirs.pub., *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 2014 ; Bayram Balci, *Le rêve arabe de la Turquie brisé par a crise syrienne*, Les études du CERI, novembre 2012.

(6) Henry Kissinger, *L'ordre mondial*, Paris, Fayard, 2016 (éd. originale 2012) ; Hubert Védrine, *Dans la mêlée mondiale, 2009 – 2012*, Paris, Fayard, 2012.
